

Par la peur, on veut habituer les Français à restreindre leur liberté



Poursuivant notre tour de France, ce jour, nous avons rencontré, en plein confinement, l'avocat Frédéric Pichon, avec lequel nous avons abordé, entre autres, la question des libertés publiques.

Riposte Laïque : Avant d'évoquer la situation du pays, une question plus personnelle, cher Maître : comment se passe ce confinement, pour vous, depuis à présent un mois et demi ? Et subissez-vous, professionnellement, de sérieuses retombées, comme l'ensemble de votre profession, je pense ?

Frédéric Pichon : C'est très compliqué. Faisant du judiciaire – 90 % de mes dossiers se plaident – toutes les audiences sont renvoyées sine die. Compte tenu de la crise sanitaire, hormis certains cas d'urgence pénale – comparutions immédiates,

contentieux de la détention – tout est point mort. Nos instances ont fait un sondage dont il ressort que 40% des avocats ne perçoivent plus d'honoraires et 80% moins de la moitié de leur chiffre d'affaire. On estime à environ 20% le nombre d'avocats qui devront arrêter la profession.

Riposte Laïque : Comment a fonctionné la Justice, depuis le 17 mars ?

Frédéric Pichon : Un grand désert sans visibilité. Les audiences civiles sont renvoyées sans même que nous ayons la moindre date de reprise. Mais le pire, c'est que les greffiers, chargés de la rédaction des jugements et actes de procédure ne sont pas équipés pour télé-travailler. La grande misère de la justice montre aussi son vrai visage dans ces moments

Riposte Laïque : Certains s'inquiètent, depuis un confinement jugé totalitaire, par les risques de graves remises en cause des libertés fondamentales qui menacent les Français. Selon vous, la situation sanitaire justifiait-elle de telles mesures ?

Frédéric Pichon : On peut comprendre au nom du bien commun que des mesures sanitaires de protection soient prises. Mais le drame, c'est que nous payons l'impréparation et l'amateurisme de notre gouvernement qui aurait pu éviter ou à tout le moins circonscrire des mesures aussi drastiques que la liberté d'aller et venir ou de à travailler. Or nous avons assisté à des abus – contrôle des caddies pour vérifier si les produits relèvent de l'alimentaire- mais aussi et surtout des personnes qui n'ont pu voir leurs proches agonisants, sanctionnés par des contrôles arbitraires. Je crains que cela ne suscite des précédents et habitue les Français à des restrictions des libertés. On joue évidemment sur la peur et les Français se soumettent somme toute assez facilement à ces restrictions. Certaines mesures d'internement sont même prévues en cas de résistance aux mesures de confinement sans recours immédiat du

juge.

Riposte Laïque : Qu'est-ce qui vous a le plus choqué, voire indigné, dans la situation que nous vivons, depuis un mois et demi ?

Frédéric Pichon : L'euthanasie à peine cachée des personnes âgées ou comportant déjà des pathologies, atteintes du virus à qui l'on a administré des sédatifs faute de places disponibles en réanimation. Evidemment, aucune enquête décès, aucune autopsie ne sera réalisée compte tenu du nombre de décès.

Riposte Laïque : Le Garde des Sceaux, Nicole Belloubet, a libéré de manière anticipée 11.500 prisonniers, et elle annonce de prochaines autres libérations, pour éviter, dans la période de confinement, que nos prisons soient surpeuplées. Cette décision vous paraît-elle légitime ?

Frédéric Pichon : Le garde des Sceaux craint probablement une contamination massive compte tenu de la surpopulation carcérale et par la même occasion une exposition du personnel pénitentiaire. Mais c'est non seulement est un très mauvais signal créant un sentiment d'impunité chez les voyous en liberté, c'est aussi un énorme risque pour la sécurité de nos citoyens exposés à la dangerosité de certains profils ce que l'on a d'ailleurs pu vérifier immédiatement après leur sortie.

Riposte Laïque : Après le discours du Premier ministre, avez-vous l'impression qu'on se dirige vers la sortie de la crise ?

Frédéric Pichon : Je l'espère mais je crains que cela ne dure au moins jusqu'au mois de septembre et que comme l'état d'urgence, nous ayons à vivre avec cet environnement restrictif et anxiogène, en grande partie en raison de l'incompétence de nos gouvernements (dépistages massifs, masques, gel, vaccins).

Riposte Laïque : Le président de la République évoque un gouvernement d'Union nationale, pour repartir sur de nouvelles

bases. Vous paraît-il toujours légitime pour diriger le pays, et pensez-vous cette perspective crédible ?

Frédéric Pichon : C'est une tarte à la crème à laquelle je n'accorde aucun crédit. Si c'est pour voir le retour d'un Manuel VALLS, dont les flatteries envers le pouvoir relèvent des fables de La Fontaine, ou encore des antiquités comme RAFFARIN, cela ne changera évidemment rien

Riposte Laïque : La loi Avia devait être débattue en mars et en avril. Pensez-vous qu'elle subira le sort de la réforme des retraites (dont le retrait doit réjouir nombre d'avocat mobilisés contre le projet) ou bien craignez-vous que le gouvernement ne relance des dispositions toujours plus répressives contre la parole libre ?

Frédéric Pichon : Je pense que le gouvernement aura au moins le bon sens d'envoyer la réforme des retraites aux oubliettes. Je suis malheureusement plus sceptique sur la Loi AVIA. Les dernières déclarations de Sibeth NDAYE sur les fake news relatives au covid19 ne sont pas de bon augure. Quant aux républicains en voie de macronisation, ils jouent la carte suicidaire du parti de l'ordre.

Riposte Laïque : Souhaitez-vous ajouter quelque chose, cher Maître ?

Frédéric Pichon : Essayons garder l'espérance. Cette terrible crise aura eu au moins le mérite de montrer les limites de la prétendue mondialisation heureuse. A moins que l'oligarchie ne passe à la vitesse supérieure pour sauver les meubles. Mais le roi est nu désormais.

Propos recueillis par Pierre Cassen